



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
9 juillet 2008  
Français  
Original : anglais

**Pour action**

---

### Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

**Deuxième session ordinaire de 2008**

15-18 septembre 2008

Point 10 de l'ordre du jour provisoire\*

### **Application, aux fins de la protection du personnel et des locaux de l'UNICEF, des mesures de sécurité supplémentaires prescrites par l'ONU**

#### *Résumé*

Le présent rapport offre un exposé des dépenses supplémentaires que représente pour l'UNICEF le renforcement des mesures de sécurité en 2008 et 2009. Il est recommandé au Conseil d'administration d'adopter le projet de décision dont le texte figure à la section II.

## **I. Exposé des faits**

1. Le Conseil d'administration a approuvé l'inscription au budget d'appui biennal de l'UNICEF pour 2008-2009 d'un montant de 26,2 millions de dollars à financer au moyen des ressources ordinaires, ce crédit étant destiné exclusivement à couvrir les dépenses communes de sécurité relatives aux mesures prescrites par l'ONU et représentant la part de l'UNICEF dans le montant global des dépenses de sécurité des Nations Unies.
2. Le présent document rappelle les constatations et recommandations du Groupe indépendant sur la sûreté et la sécurité du personnel et des locaux des Nations Unies, puis on y présente des dépenses propres à l'UNICEF qui ont besoin d'être financées d'urgence afin de renforcer encore la sécurité en 2008 et 2009.
3. Depuis que le budget d'appui biennal 2008-2009 a été approuvé, les menaces que différents groupes terroristes font peser sur les organismes des Nations Unies aux quatre coins du monde se sont intensifiées régulièrement. L'attaque aux

---

\*E/ICEF/2008/16.



conséquences tragiques lancée le 11 décembre 2007 contre l'ONU en Algérie, qui a fait 17 morts et de nombreux blessés parmi le personnel de l'Organisation, a montré que ces menaces n'avaient rien d'imaginaire. Malheureusement, de nouvelles attaques de ce genre risquent toujours d'être menées contre les organismes des Nations Unies, dont l'UNICEF.

4. Après le drame d'Alger, l'UNICEF a entrepris, en même temps que le Département de la sûreté et de la sécurité de l'ONU et tous ses partenaires du système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies, de jauger la vulnérabilité de son personnel et de ses locaux dans le monde entier. C'est ainsi que plus de 30 bureaux de pays et autres établissements ont été classés à risques, ce qui signifie que des mesures supplémentaires de gestion des risques de sécurité doivent y être prises pour ramener les risques à un niveau supportable, afin que l'organisation puisse y maintenir ses activités et continuer de s'acquitter de son mandat.

5. Nombre de bureaux de l'UNICEF ont déjà pris des mesures au moyen des ressources existantes, mais il faut que des dépenses supplémentaires propres à l'UNICEF soient engagées d'urgence pour renforcer encore davantage le dispositif de sécurité. Sans que la liste soit limitative, on peut citer les mesures suivantes : a) création d'une bande de sécurité entre les bâtiments et le périmètre, amélioration du contrôle du stationnement, du périmètre et des points d'accès; b) installation d'appareils à rayons X et de détecteurs de métaux; c) installation de caméras vidéo et d'alarmes antieffraction; d) pose de film pare-souffle et de renfort pour encadrement de fenêtre; e) achat de véhicules blindés et de matériel de protection antiprojectiles; f) emploi de spécialistes des techniques antisouffle; g) renforcement des murs afin qu'ils puissent résister au souffle provoqué par une explosion, ou construction de murs remplissant cette condition; h) construction de zones de sécurité à l'intérieur des bâtiments ou des complexes; i) organisation de stages de formation spécialisée dans les uns et les autres de ces domaines; j) exécution de missions de sécurité sur le terrain et recrutement de conseillers en sécurité terrain, afin qu'ils donnent des avis techniques dans certains lieux à haut risque, particulièrement en ce qui concerne l'évaluation des menaces et la gestion des risques.

6. En outre, bien que la création de bandes de sécurité autour des bureaux soit une des mesures les plus efficaces pour limiter l'impact des engins explosifs, elle peut ne pas être possible dans certains lieux et la question est encore à l'étude. S'il s'avère impossible de prendre des mesures suffisantes contre les risques connus, le déménagement peut être la seule solution qui permette d'atteindre le niveau de protection voulu. Ainsi, les dépenses relatives à des déménagements rendus obligatoires pour raisons de sécurité sont prévues dans au moins six pays.

7. Vu ce qui précède et comme on le voit à l'annexe, une somme égale à 21,4 millions de dollars est actuellement nécessaire pour appliquer les normes renforcées, dites normes minimales de sécurité opérationnelle, fixées par l'ONU et assurer leur respect et pour effectuer au cours de l'exercice biennal 2008-2009 les investissements correspondants en matière d'appui sur place, de déménagement de bureaux et de matériel de sécurité.

8. Il est important de noter que tout ce qui sera fait le sera en étroite liaison avec le Département de la sûreté et de la sécurité de l'ONU et avec tous les organismes, fonds et programmes, ainsi que dans le strict respect de toutes les politiques en

matière de sécurité et du dispositif de responsabilisation du système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies. D'autre part, lorsque les constatations et recommandations du Groupe indépendant sur la sûreté et la sécurité du personnel et des locaux des Nations Unies auront été suffisamment débattues et le Secrétaire général aura pris ses décisions, l'UNICEF veillera à ce que la mise en œuvre de toutes ses mesures de sûreté et de sécurité soit conforme au résultat atteint et aux principes d'action convenus par les organismes des Nations Unies.

9. En conséquence, et selon le détail présenté en annexe, l'UNICEF propose d'affecter aux dépenses de sécurité, au cours de l'exercice biennal 2008-2009, une enveloppe supplémentaire de 21,4 millions de dollars financée au moyen des ressources ordinaires.

## II. Projet de décision

10. Il est recommandé au Conseil d'administration d'adopter le projet de décision ci-après :

### *Le Conseil d'administration*

1. *Prend note* des besoins de financement supplémentaires du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, compte tenu des dépenses de sécurité présentées dans le document E/ICEF/2008/AB/L.8 et dans son annexe, soit 21,4 millions de dollars;

2. *Approuve* l'inscription au budget d'un crédit additionnel d'un montant net de 21,4 millions de dollars, à financer au moyen des ressources ordinaires et destiné à financer les mesures de sécurité prescrites par l'Organisation des Nations Unies.

## Annexe

## Répartition des dépenses de sécurité supplémentaires au niveau mondial

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montant</i>
<b>Communications aux fins de la sécurité</b> (radios, téléphones satellite, ...) . . . . .	325
<b>Matériel de protection des personnes</b> (vêtements pare-balles, véhicules blindés, ...) . . . . .	2 685
<b>Protection des bâtiments contre les explosions</b> (murs et film pare-souffle, abris fortifiés, ...) . . . . .	8 022
<b>Contrôle des points d'accès</b> (détecteurs de métal, caméras de sécurité, machines à rayons X, ...) . . . . .	2 934
<b>Respect des normes minimales de sécurité opérationnelle</b> (groupes électrogènes, éclairage, équipement de premiers soins ou antitraumatique, ...) . . . . .	345
<b>Personnel et formation</b> (conseillers en sécurité, stages de formation de spécialistes, ...) . . . . .	1 089
<b>Frais de déménagement</b> (dépense non renouvelable aux fins du déménagement de six bureaux, devenu indispensable pour raisons de sécurité) . . . . .	6 000
<b>Total . . . . .</b>	<b>21 400</b>